

## DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative du conseil municipal en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la commune préalablement au vote du budget primitif.

Depuis la loi Notre du 7 août 2015, le rapport d'orientation budgétaire fait l'objet d'un vote du conseil municipal.

### LA CROISSANCE MONDIALE RÉSISTE MALGRÉ DE NOMBREUX CHOCS

La croissance économique mondiale va connaître un léger ralentissement, de 2,9 % en 2025 à 2,8% en 2026. Cela reste une performance remarquable compte tenu des chocs que l'activité a connu en 2025, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux Etats-Unis, l'activité ralentirait à 1,8% en 2026, rythme qui reste élevé. En zone Euro, la croissance est attendue à 1% en 2025 et serait légèrement supérieure en 2026 (1,2%), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (impact négatif des droits de douane).

Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone Euro (1,4% en 2025 et 1,2% en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5% malgré les droits de douane américains.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2%. La BCE considère qu'elle est bien placée pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2%. La Banque d'Angleterre maintiendrait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux Etats-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3% sur fond de ralentissement du marché du travail et en dépit des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la banque du Japon a décidé d'augmenter son taux directeur à 0,75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevés. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance prometteurs.

| Croissance du PIB (%) |      |      |      |
|-----------------------|------|------|------|
|                       | 2024 | 2025 | 2026 |
| <b>Zone Euro</b>      | 0,8  | 1,3  | 1,2  |
| <i>Allemagne</i>      | -0,5 | 0,3  | 1,3  |
| <i>France</i>         | 1,1  | 0,9  | 1,0  |
| <i>Italie</i>         | 0,5  | 0,5  | 1,0  |
| <i>Espagne</i>        | 3,5  | 2,9  | 2,1  |

Source : Natixis CIB

## EN ZONE EURO UNE CROISSANCE EN ORDRE DISPERSÉ

Une partie de la bonne performance de la croissance en zone Euro traduit une anticipation des droits de douane US accompagnée d'une forte hausse des exportations de biens européens vers les Etats-Unis au 1er semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du sud de l'Europe avec une croissance attendue en Espagne de 2,9%. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9%), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3%) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3%) sous l'effet d'un plan de relance massif qui bénéficierait à l'ensemble de la zone Euro.

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE en 2025 à 2,1% avant de fléchir plus nettement en 2026 à 1,7% sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et la baisse des prix du pétrole et du gaz.

L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2% avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment l'Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14%.

| Inflation (%)    |            |            |            |
|------------------|------------|------------|------------|
|                  | 2024       | 2025       | 2026       |
| <b>Zone Euro</b> | <b>2,4</b> | <b>2,1</b> | <b>1,7</b> |
| <i>Allemagne</i> | <i>2,5</i> | <i>2,2</i> | <i>2,3</i> |
| <i>France</i>    | <i>2,3</i> | <i>1,0</i> | <i>1,3</i> |
| <i>Italie</i>    | <i>1,1</i> | <i>1,7</i> | <i>1,3</i> |
| <i>Espagne</i>   | <i>2,9</i> | <i>2,6</i> | <i>1,7</i> |

Source : Natixis CIB

## EN FRANCE L'ACTIVITÉ RÉSISTE A L'INCERTITUDE POLITIQUE

Une croissance de 0,9 % est attendue en 2025 et 1% en 2026. La croissance française a été particulièrement dynamique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 (+0,5%) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

L'inflation française est la plus faible de la zone Euro, celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des tarifs réglementés de l'électricité de 15% en février 2025.

L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par

- La baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro
- La modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance

## LE CLIMAT DE L'EMPLOI SE DÉGRADE EN FRANCE

Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5% par rapport à l'année précédente (-112 000 emplois), il s'agit du 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse après 4 ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019).

Les salaires horaires en glissement annuel ont légèrement ralenti à 2% après 2,5 % au premier trimestre. Le taux de chômage est resté stable au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6%.

## **LE BUDGET EN FRANCE UNE ROUTE SÉMÉE D'EMBUCHES**

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,7% en 2025 et de 5% en 2026, une cible qui apparaît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget. L'Assemblée Nationale est fragmentée et les équilibres politiques sont très fragiles, la France ayant connu 6 gouvernements depuis 2024.

## **UNE INCERTITUDE BUDGÉTAIRE MAJEURE**

En l'absence de vote de budget en décembre, le gouvernement a présenté une loi de finances spéciale, examinée en urgence par le Parlement, promulguée à la fin décembre 2025. Ce texte qui n'est pas une loi de finances autorise la poursuite de la perception des impôts d'Etat et des impositions locales, reconduit provisoirement les crédits budgétaires sur la base de 2025 et sécurise la continuité de la trésorerie de l'Etat et des organismes publics.

Pour les collectivités locales, et tant qu'aucune loi de finances pour 2026 ne sera adoptée, cette loi spéciale a pour effet de maintenir au 1<sup>er</sup> janvier 2026 les règles de 2025.

Les concours financiers (DGF), les fractions de TVA, les compensations fiscales et les modalités de versement du FCTVA continuent de s'appliquer sans les resserrlements discutés dans le PLF 2026.

Comme en 2025, avant l'adoption tardive de la loi de finances en février, aucune demande de dotation d'investissement (DETR, DSIL, fonds verts, etc..) ne pourra être formulée auprès de l'Etat, car cela engagerait des crédits non encore alloués.

Cette situation prolonge cependant une incertitude budgétaire majeure : les ponctions envisagées sur les ressources des collectivités restent en suspens et pourront être réintroduites, modifiées ou amplifiées dans la future loi de finances.

Le texte a finalement été adopté le 02 février 2026 à l'Assemblée Nationale après la mise en œuvre de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution de la Vème République, sous réserve de la validation du Conseil Constitutionnel qui a été saisi par le 1<sup>er</sup> Ministre.

## **IMPACT DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 SUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

La loi de finances demande une contribution à la baisse des dépenses publiques de l'ordre de 2 milliards d'euros au lieu de 4,7 milliards prévus initialement.

Les 2 milliards d'effort se traduisent par la reconduction du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO), article 76. Dans sa dernière version, il est maintenu pour économiser non plus les 2 milliards initiaux mais 740 millions.

140 millions sont demandés aux Départements, 250 millions aux EPCI et rien aux communes.

Le fonds vert baissera de 16%, soit de 2,27 à 1,91 milliards d'euros.

La DGF n'augmentera pas en 2026, elle reste à 27,4 milliards d'euros.

En revanche, la péréquation verticale sera revue avec + 140 millions pour la Dotation de Solidarité Urbaine soit 4,7% de plus qu'en 2025, et + 150 millions soit 6,3% de plus qu'en 2025 pour la Dotation de Solidarité Rurale.

## Principales données financières 2025

### Contexte macro-économique

|                   |       |
|-------------------|-------|
| Croissance France | 0,9 % |
| Croissance zone € | 1 %   |
| Inflation         | 0,9 % |

### Administrations publiques

|                                             |         |
|---------------------------------------------|---------|
| Croissance en volume de la dépense publique | 1,2 %   |
| Déficit public (% du PIB)                   | 5,4 %   |
| Dette publique (% du PIB)                   | 117,4 % |

### Collectivités locales

|                                    |                   |
|------------------------------------|-------------------|
| Transferts financiers de l'Etat    | 104,5 milliards € |
| Dont concours financiers de l'Etat | 54,7 milliards €  |
| Dont DGF                           | 27,4 milliards €  |

# ORIENTATIONS DU BUDGET 2026

## DE LA COMMUNE DE SAINT GERMAIN SUR MORIN

### En section de fonctionnement

La poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement se concrétise par un contrôle des services communaux accompagné d'une optimisation des recettes.

Certains tarifs des services rendus à la population devront être augmentés notamment ceux des concessions funéraires qui n'ont pas évolué depuis de nombreuses années.

En matière de dépenses, la politique de rénovation du réseau d'éclairage public se poursuit avec le remplacement des ampoules énergivores par de l'éclairage led, avec pour corollaire une amélioration de l'éclairage avec une diminution notable de la consommation d'énergie.

### Gestion des ressources humaines

Les recrutements réalisés en 2025, 2 agents aux services techniques et un agent de police municipale produiront leur plein effet sur l'exercice 2026 renforçant les capacités opérationnelles des services techniques et de la police municipale.

### Les orientations 2026

- ✓ Il est envisagé un renforcement du service comptabilité dont l'activité s'est fortement accrue ces derniers mois.
- ✓ Le budget devra tenir compte du décret du 30 janvier 2025 qui prévoit l'augmentation du taux de cotisation employeur à la Caisse Nationale de retraite des agents des collectivités locales, qui passe de 34,65 % en 2025 à 37,65% en 2026.
- ✓ Prise en charge des dépenses Indirectes : la cotisation au CNAS estimée à 16 K€, l'assurance statutaire, la participation à la prévoyance et aux mutuelles labellisées.
- ✓ Prévention des risques professionnels : mise en place du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).
- ✓ La gestion des carrières : les avancements d'échelon et de grades.

### En section d'investissement

| INVESTISSEMENTS REALISES EN 2025                                                    |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Requalification rue de Montguillon                                                  | 556 727 €        |
| Réfection rue Monguillon entre le chemin de la baudette et le chemin des boulangers | 42 206 €         |
| Aménagement d'un nouveau poste de police municipale                                 | 142 102 €        |
| Acquisition d'un véhicule pour les services techniques                              | 22 000 €         |
| Travaux reprise tranchée rue de St Quentin                                          | 7 308 €          |
| Travaux divers sente des jardins                                                    | 9 666 €          |
| Epareuse                                                                            | 29 898 €         |
| Informatique et plan reprise activités                                              | 33 000 €         |
| 3 <sup>ème</sup> tranche vidéoprotection                                            | 96 914 €         |
| <b>TOTAL</b>                                                                        | <b>939 821 €</b> |

### **Prévisions d'investissements en 2026**

Il est prévu la poursuite des chantiers entamés en 2025 dont les enjeux sont la réfection de la toiture de l'église et la modernisation du réseau d'éclairage public.

La réfection de la couverture en ardoise et des gouttières de la mairie pour un montant de 287 676 €, une subvention de 191 784 € est sollicitée auprès de l'Etat dans le cadre du dispositif DETR .

La réfection de la toiture de l'église communale pour une première tranche en 2026 de 220 800 €. Une subvention est demandée auprès de l'Etat au titre de la DETR pour un montant de 94 005 € et une auprès de la Direction Départementale des affaires culturelles pour un montant de 89 994 €.

Une étude de faisabilité pour la requalification de la rue de Melun pour un montant de 12 000 €.

Si la durée de réalisation des études le permet, la 1<sup>ère</sup> tranche de la requalification de la rue de Melun avec des aménagements de sécurité routière pour diminuer la vitesse des véhicules dans la traversée d'agglomération pour un montant d'environ 335 000 €. Trois subventions seront sollicitées auprès de la DETR, du Conseil régional et du Département.

La réfection du revêtement de sol du réfectoire de l'école de l'orme aux loups pour un montant de 16 000 € .

L'acquisition de la propriété 54 rue de Paris qui permettra un accès direct au terrain de l'école par la rue de Paris pour un montant de 360 000 €

L'acquisition d'une parcelle de terrain entre la rue des voyeux et le canal du Morin et une autre parcelle dans le bois de Misère pour un montant de 7104 €.

L'acquisition d'une parcelle chemin des grignons pour un montant de 10 000 €.

Du matériel pour les services techniques pour un montant de 37 200 €.

### **L'encours de la dette**

Les intérêts de la dette sont en baisse. Ils s'élèvent à 47 857 €.

Le remboursement du capital est stable et s'élève à 280 744 €.

La dette par habitant diminue à 583 € et continue à demeurer inférieure à la moyenne des communes de 2500 à 5000 habitants qui est de 758 € par habitant.

### **La fiscalité locale**

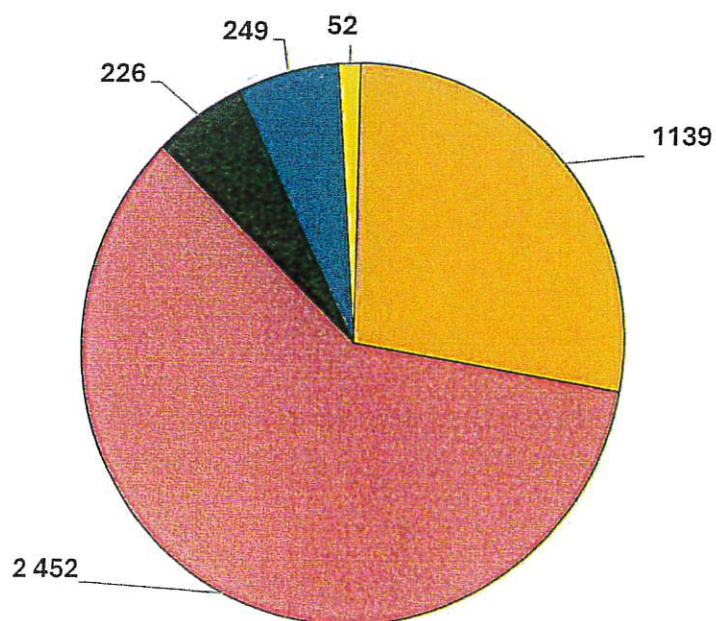
Au plan national, une hausse de 0,8% des bases fiscales est attendue en 2026. Cette hausse résulte du mécanisme actuel d'indexation des valeurs locatives foncières sur l'évolution des prix.

La hausse des bases fiscales s'appliquera en 2026 aux valeurs locatives des locaux d'habitation et industriels. Elle concernera la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la cotisation foncière des entreprises pour locaux industriels.

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

| CHAPITRE                    | LE RÉALISÉ en K€ AU 31/12/2025 |
|-----------------------------|--------------------------------|
| Charges à caractère général | 1 139                          |
| Charges de personnel        | 2 452                          |
| Charges de gestion courante | 226                            |
| Amortissements              | 249                            |
| Frais financiers            | 52                             |
| <b>TOTAL</b>                | <b>4 118</b>                   |

### **DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT** **Le Réalisé en K€ au 31/12/2025**

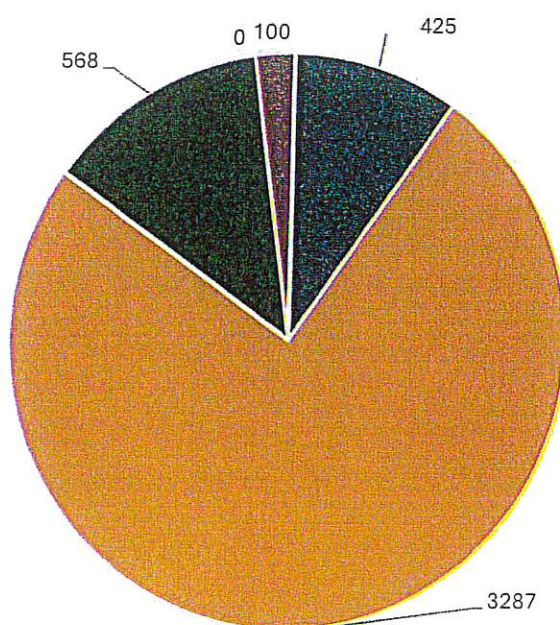


■ Charges à caractère général ■ Charges de personnel ■ Charges de gestion courante  
■ Amortissements ■ Frais financiers

## II – LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT

| CHAPITRE                              | LE RÉALISÉ en K€ AU 31/12/2025 |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| Produits de service                   | 425                            |
| Impôts et taxes                       | 3 287                          |
| Dotations et participations           | 568                            |
| Produit des cessions immobilisations  | 0                              |
| Autres produits de gestions courantes | 100                            |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>4 380</b>                   |

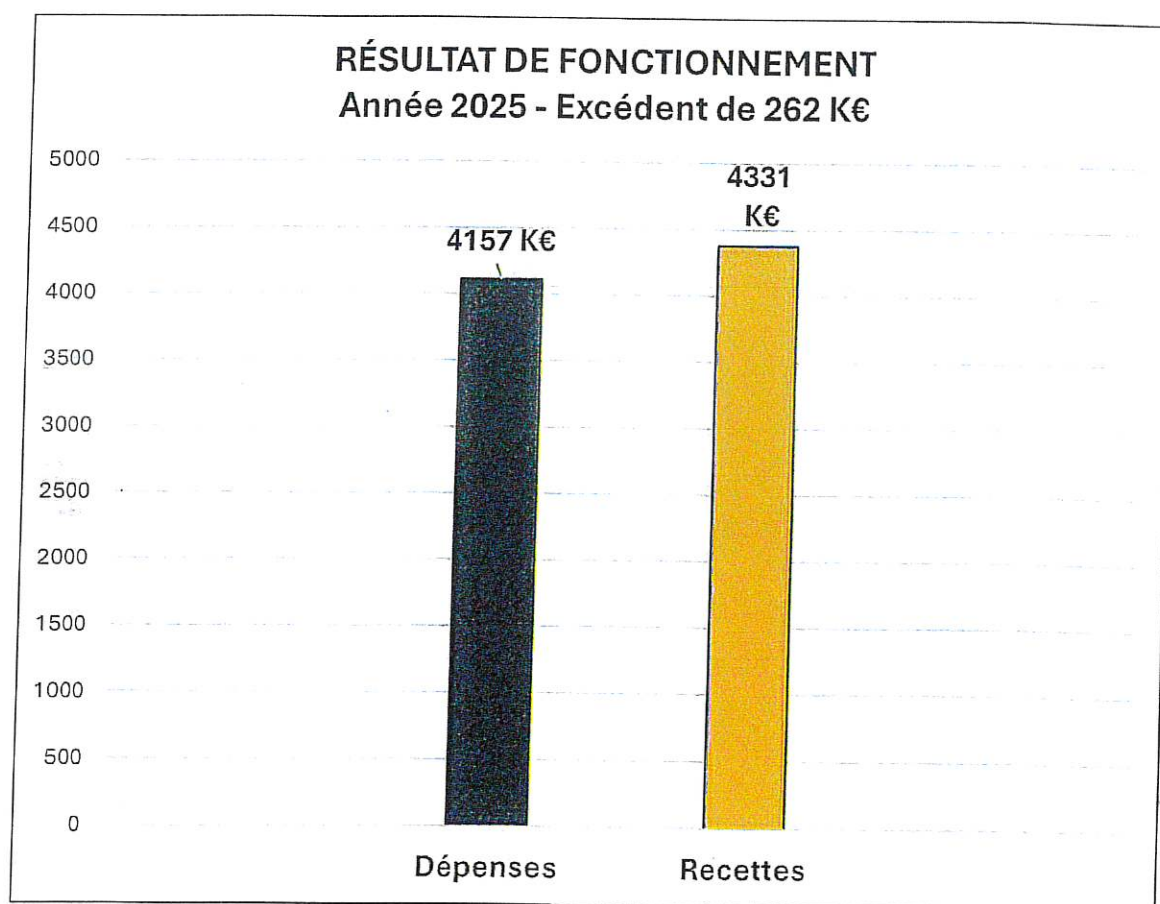
**RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT Le réalisé K€ AU  
31/12/2025**



- Produits de service
- Impôts et taxes
- Dotations et participations
- Produit des cessions immobilisations
- Autres produits de gestion courante

### III – RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

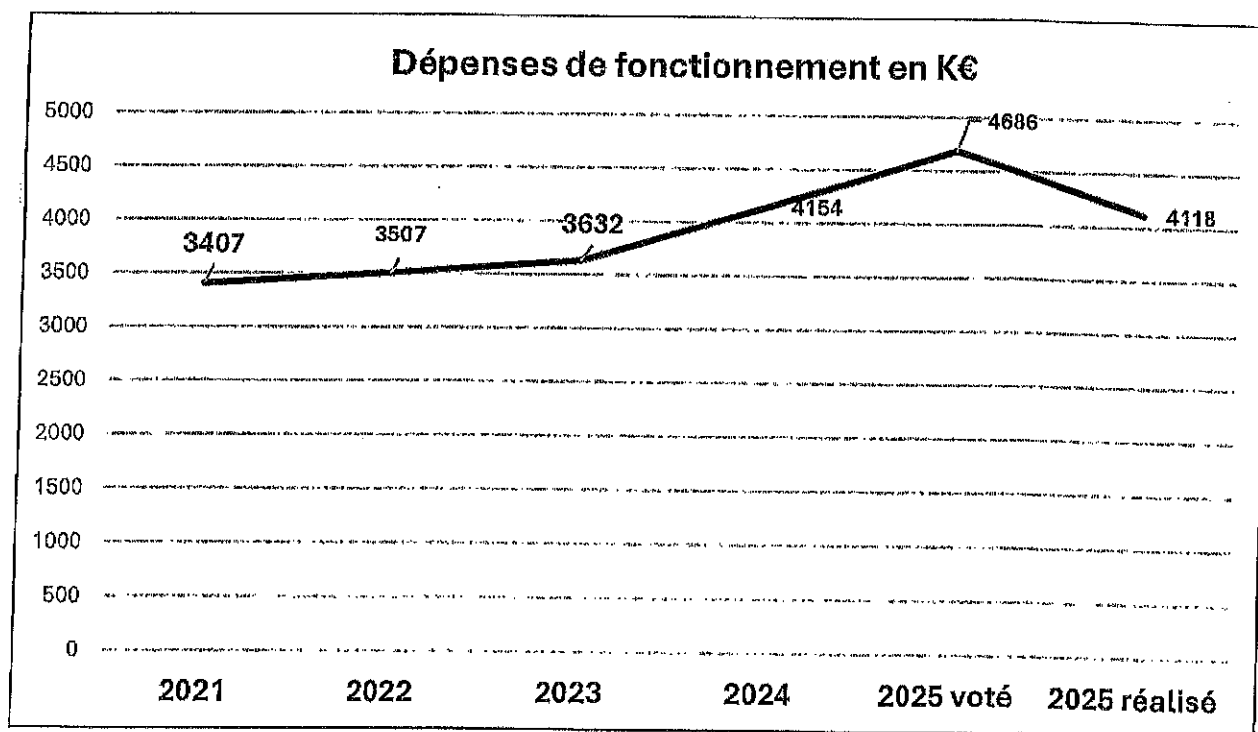
| DÉPENSES               | RECETTES |
|------------------------|----------|
| 4 118 K€               | 4 380 K€ |
| Excédent au 31/12/2025 | 262 K€   |



## V – COMPARATIF SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

### Dépenses de fonctionnement en K€

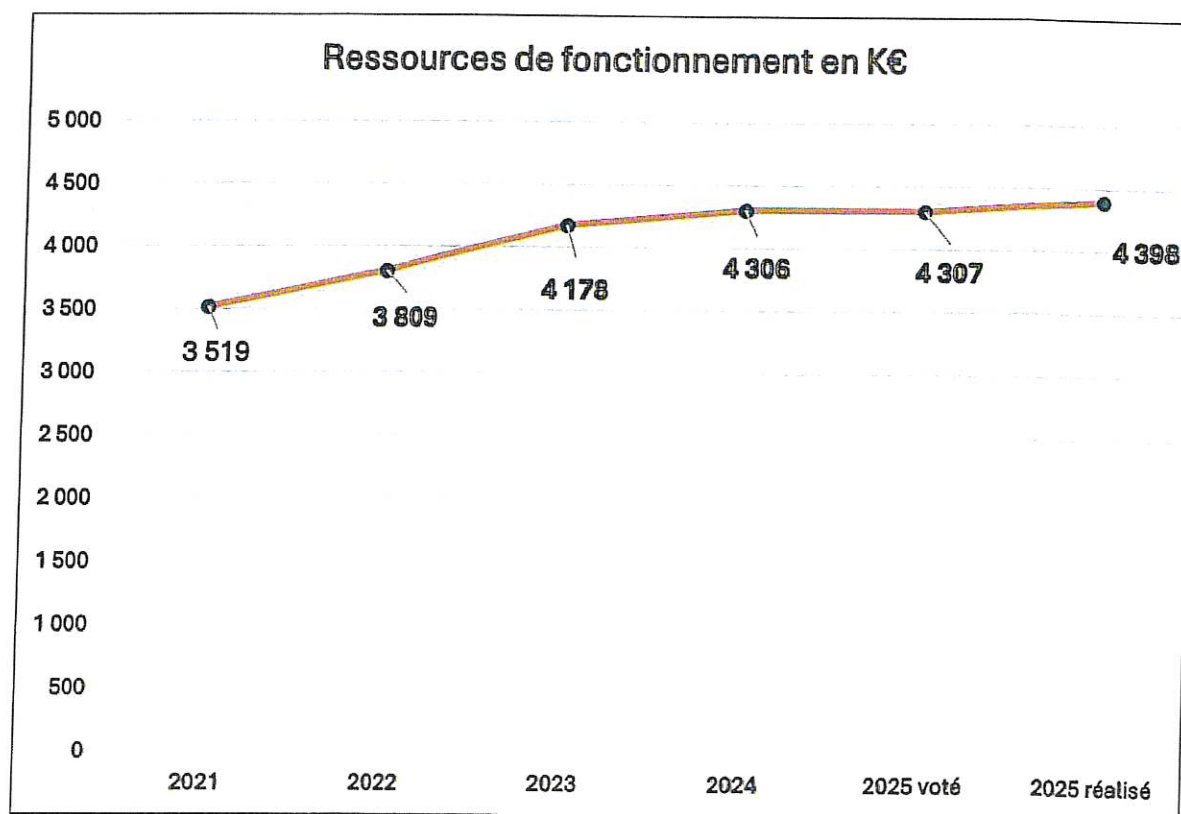
| Chapitre                  | Libellé                     | 2021         | 2022         | 2023         | 2024        | 2025<br>voté | 2025<br>réalisé |
|---------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-----------------|
| 11                        | Charges générales           | 802          | 928          | 988          | 1166        | 1376         | 1139            |
| 12                        | Personnel                   | 2 007        | 2 062        | 2 102        | 2383        | 2489         | 2452            |
| 42                        | Opérations<br>intersections | 189          | 202          | 204          | 242         | 273          | 249             |
| 65                        | Gestion courante            | 362          | 291          | 258          | 309         | 351          | 226             |
| 66                        | Frais financiers            | 26           | 24           | 34           | 54          | 55           | 52              |
| 68                        | Charges<br>exceptionnelles  | 21           | 0            | 46           | 0           | 142          | 0               |
| <b>TOTAL<br/>DÉPENSES</b> | <b>TOTAL</b>                | <b>3 407</b> | <b>3 507</b> | <b>3 632</b> | <b>4154</b> | <b>4686</b>  | <b>4118</b>     |



#### IV bis – COMPARATIF SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

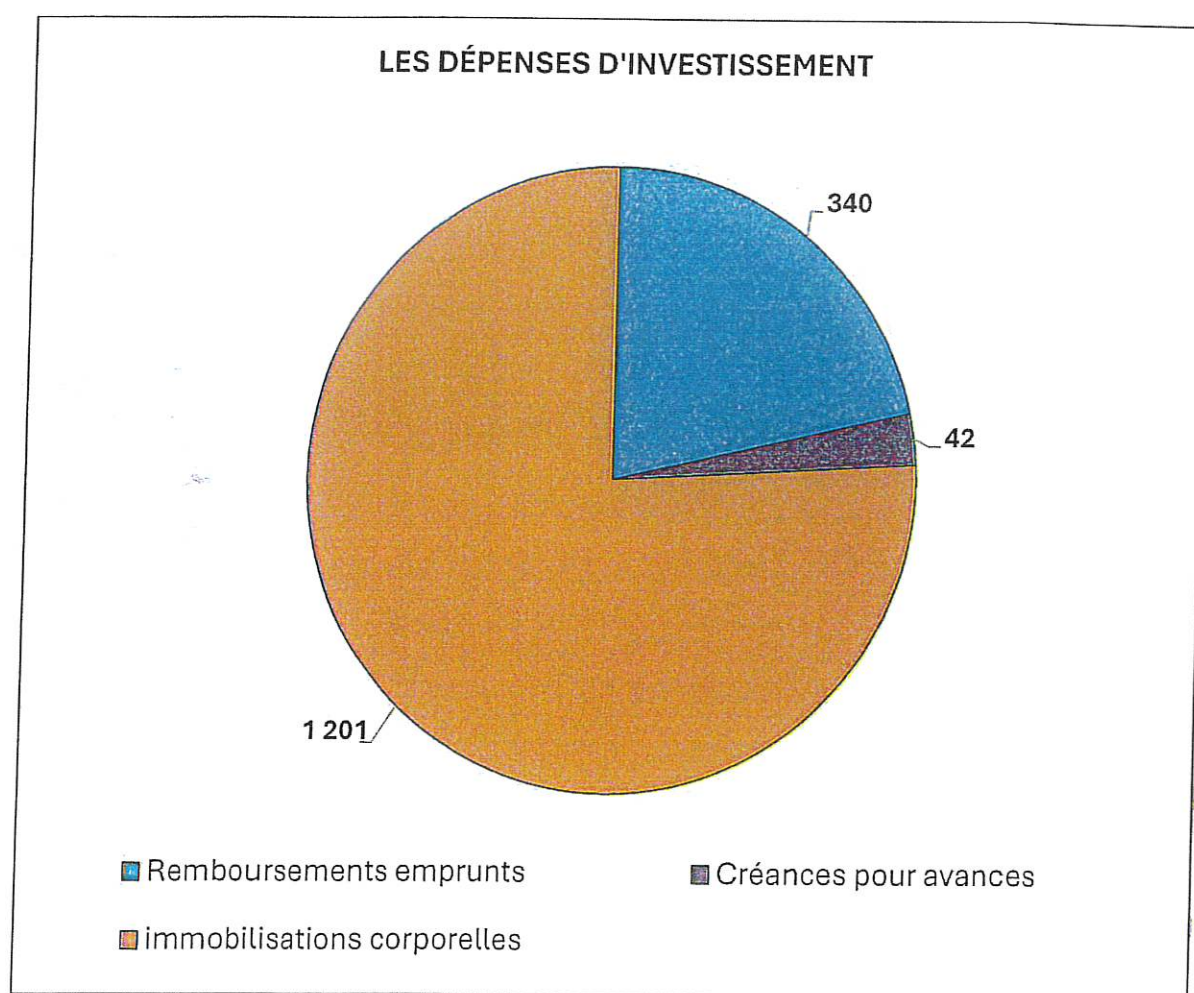
Ressources de fonctionnement en K€

| Chapitre                | Libellé                     | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025 voté    | 2025 réalisé |
|-------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 70                      | Produits des services       | 336          | 339          | 462          | 452          | 425          | 425          |
| 73                      | Impôts et taxes             | 2 510        | 2 858        | 3 112        | 3 232        | 3 291        | 3 287        |
| 74                      | Dotations et participations | 625          | 573          | 562          | 574          | 515          | 568          |
| 75                      | Autres produits             | 30           | 29           | 30           | 36           | 74           | 100          |
| 77                      | Produits exceptionnels      | 15           | 10           | 12           | 9            | 0            | 0            |
| 6419                    | Atténuations de charges     | 3            |              |              | 3            | 2            | 18           |
| <b>TOTAL RESSOURCES</b> |                             | <b>3 519</b> | <b>3 809</b> | <b>4 178</b> | <b>4 306</b> | <b>4 307</b> | <b>4 398</b> |



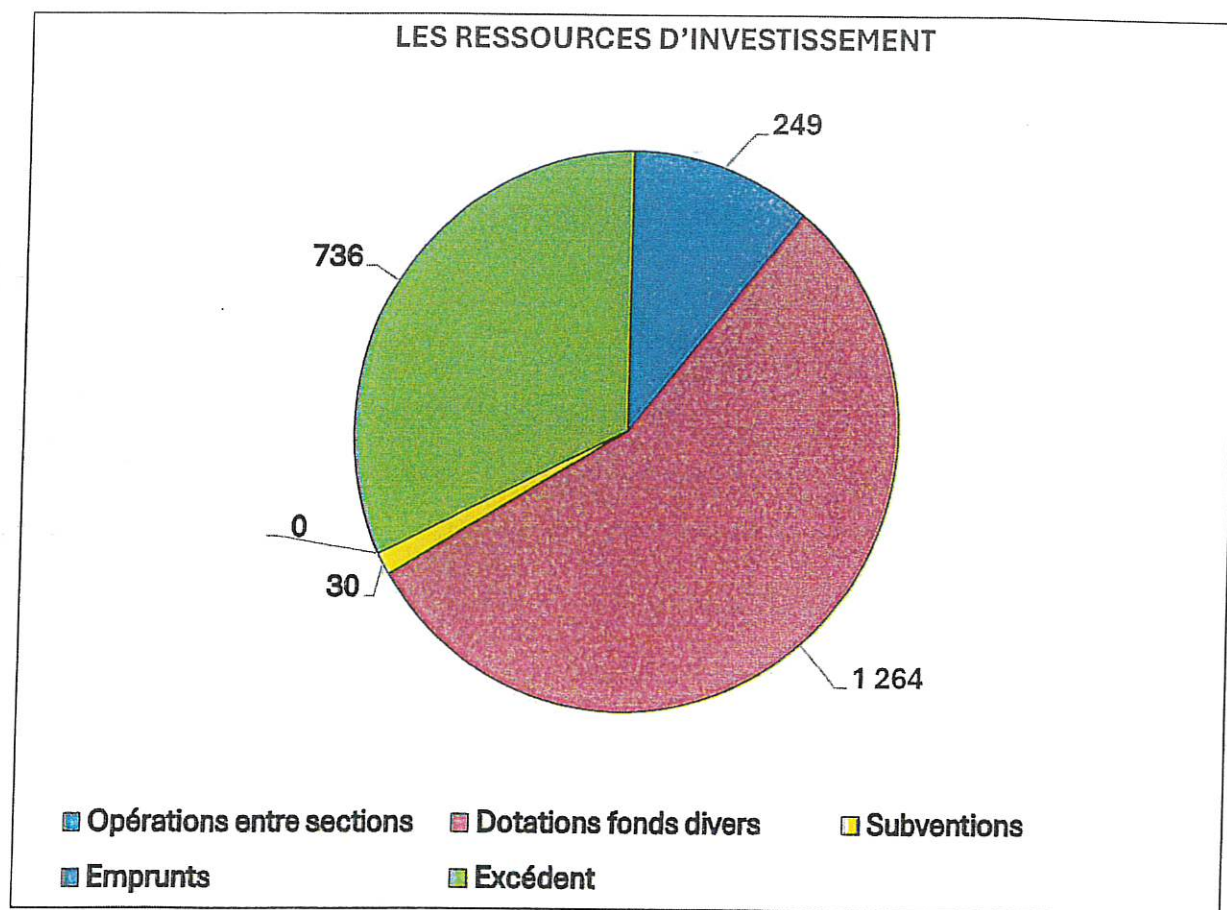
## V – LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

| CHAPITRE                    | LE RÉALISÉ en K€ AU 31/12/2025 |
|-----------------------------|--------------------------------|
| Remboursement emprunts      | 340                            |
| Créances pour avances       | 42                             |
| Immobilisations corporelles | 1 201                          |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 583</b>                   |



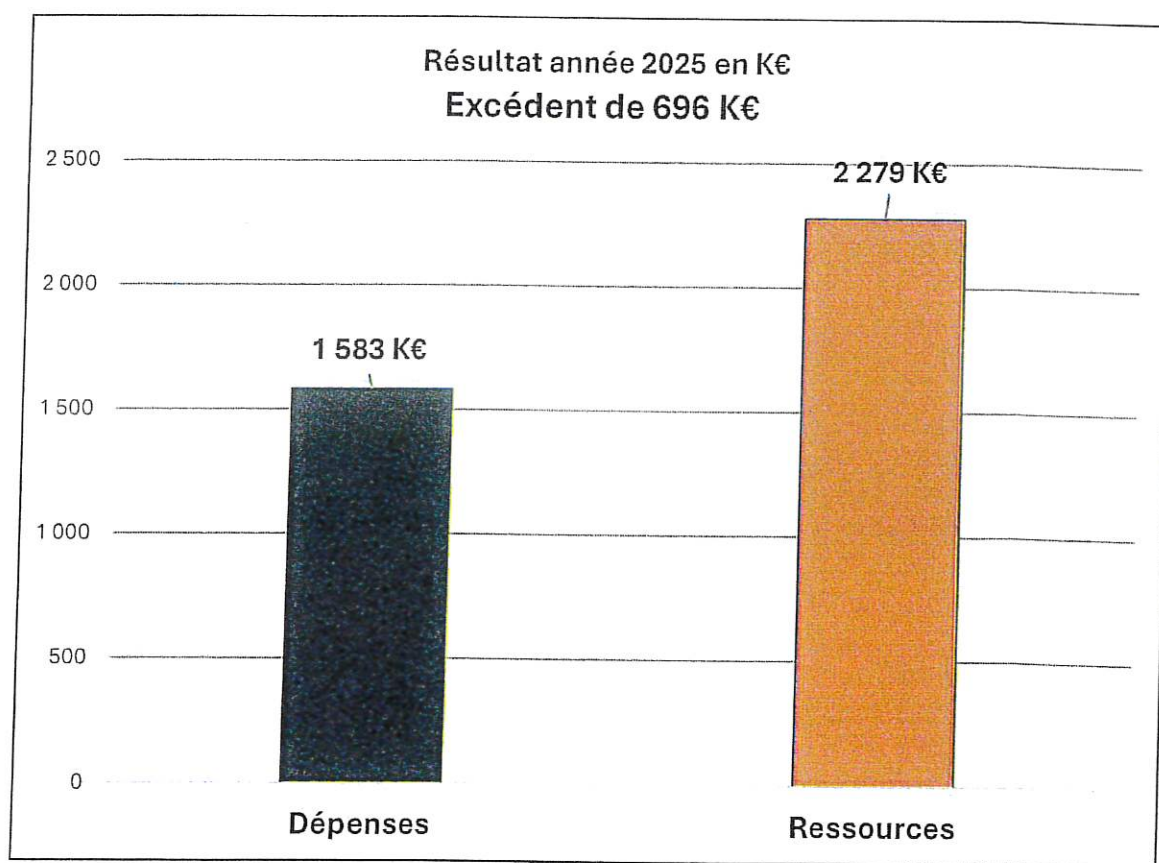
## VI – LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

| CHAPITRE                                                 | LE RÉALISÉ en K€ AU 31/12/2025 |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Opérations entre sections, Amortissements, Vente terrain | 249                            |
| Dotations fonds divers                                   | 1 264                          |
| Subventions                                              | 30                             |
| Emprunts                                                 | 0                              |
| Excédent                                                 | 736                            |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>2 279</b>                   |



VII – RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT en k€

| DÉPENSES               | RESSOURCES |
|------------------------|------------|
| 1 583 K€               | 2 279 K€   |
| Excédent au 31/12/2025 | 696 K€     |



# VIII – COMPARATIF SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

## Dépenses d'investissement en K€

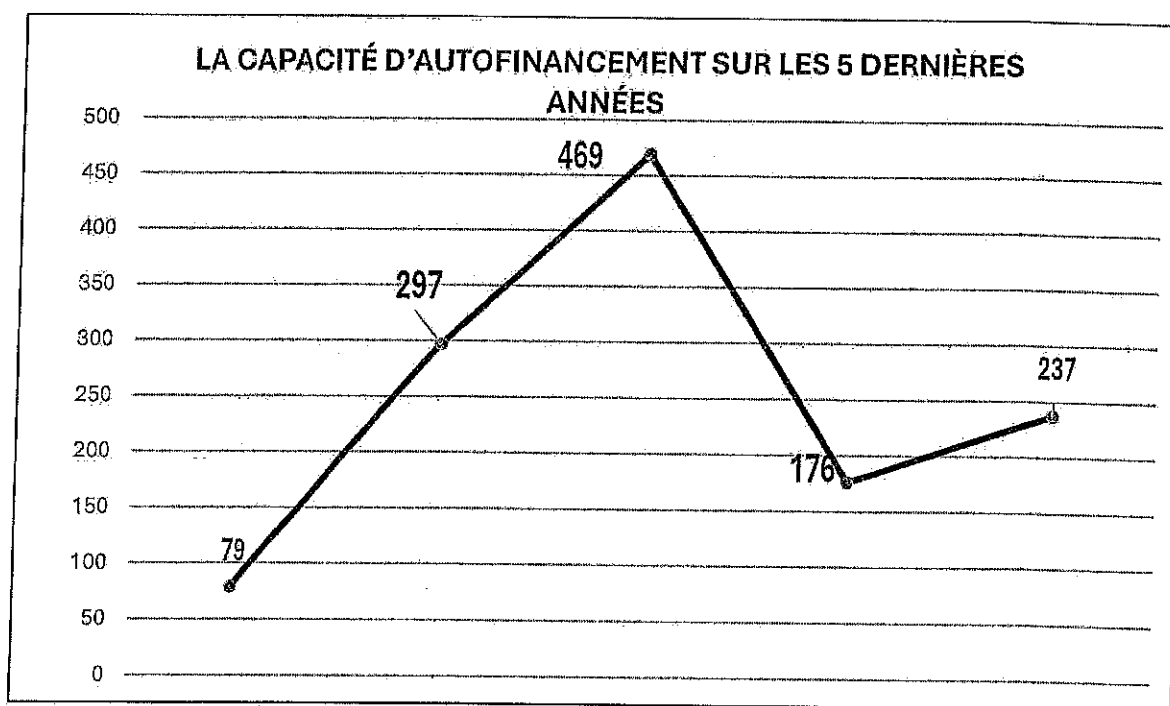
| Chapitre              | Libellé                       | 2021       | 2022       | 2023       | 2024       | 2025        |
|-----------------------|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| 16                    | Remboursement emprunt         | 222        | 214        | 253        | 272        | 340         |
| 20                    | Immobilisations incorporelles | 1,2        | 12         | 0          | 4          | 0           |
| 21                    | Immobilisations corporelles   | 247        | 400        | 663        | 300        | 1 201       |
| 23                    | Immobilisations en cours      | 54         | 0          | 0          | 0          | 0           |
| 27                    | Créances pour avances         | 42         | 0          | 0          | 0          | 42          |
| <b>TOTAL DÉPENSES</b> | <b>TOTAL</b>                  | <b>566</b> | <b>626</b> | <b>916</b> | <b>576</b> | <b>1583</b> |

## Ressources d'investissement en K€

| Chapitre                                 | Libellé                                                  | 2021       | 2022         | 2023         | 2024        | 2025         |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| 40                                       | Opérations entre sections, Amortissements, Vente terrain | 189        | 202          | 204          | 244         | 249          |
| 10 + 1068                                | Dotation fonds divers                                    | 53         | 97           | 333          | 836         | 1 264        |
| 13                                       | Subventions investissement                               | 96         |              | 56           | 7           | 30           |
| 16                                       | Emprunts                                                 | 150        | 720          | 499          | 164         | 0            |
| 024                                      | Produits de cession                                      | 0          |              | 0            | 0           | 0            |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 42         |              | 65           | 0           | 0            |
| <b>TOTAL RESSOURCES</b>                  | <b>TOTAL</b>                                             | <b>530</b> | <b>1 019</b> | <b>1 157</b> | <b>1251</b> | <b>1 543</b> |
| Excédent ou déficit (-) de l'année       |                                                          | <b>-36</b> | <b>393</b>   | <b>207</b>   | <b>511</b>  | <b>-40</b>   |
| Excédent ou déficit (-) cumulé sur 5 ans |                                                          | <b>84</b>  | <b>477</b>   | <b>684</b>   | <b>1195</b> | <b>1 155</b> |

## IX – LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

| Capacité d'autofinancement                | 2021      | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       |
|-------------------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| Résultat de l'exercice                    | 122       | 309        | 518        | 204        | 265        |
| Dotation aux amortissements et provisions | 189       | 201        | 204        | 244        | 249        |
| CAF brute                                 | 301       | 510        | 723        | 448        | 514        |
| Remboursement des dettes bancaires        | 222       | 213        | 254        | 272        | 277        |
| <b>CAF NETTE</b>                          | <b>79</b> | <b>297</b> | <b>469</b> | <b>176</b> | <b>237</b> |



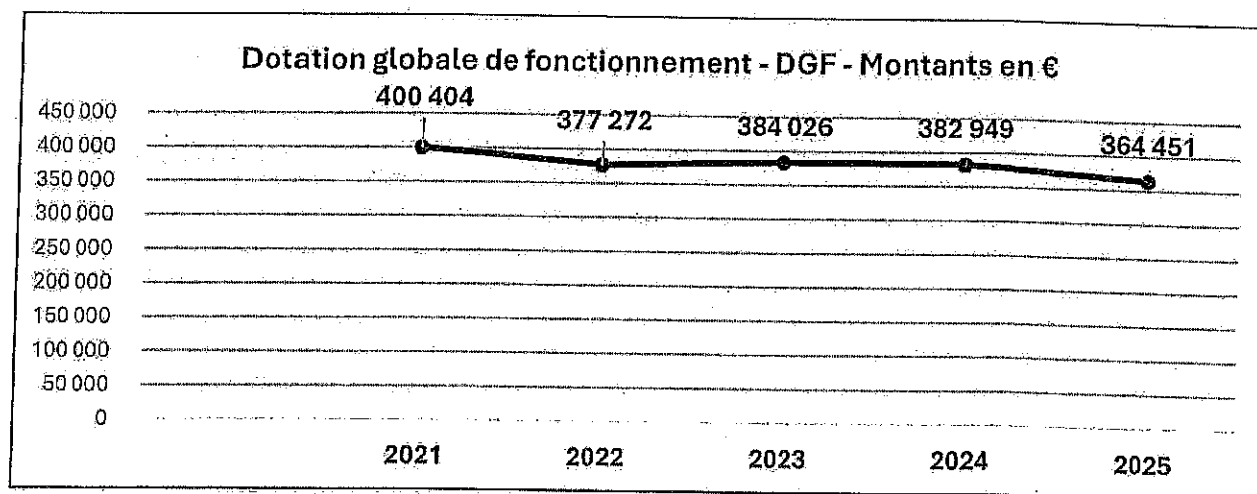
## X – FISCALITÉ LOCALE A LA CHARGE DES SAINT-GERMINOIS

| Taux appliqués (en %)                                   | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         |
|---------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Aux propriétaires</b>                                |              |              |              |              |              |
| Taxe foncière sur le bâti                               | 51,21        | 59,87        | 59,87        | 59,87        | 59,87        |
| Diminution de la taxe départementale                    |              | - 18         | -18          | -18          | -18          |
|                                                         | - 18         |              |              |              |              |
| <b>Aux habitants</b>                                    |              |              |              |              |              |
| Taxe d'habitation                                       | 0            | 0            | 0            | 0            | 0            |
| Taxe d'ordures ménagères                                | 15,6         | 15,6         | 12           | 8,50         | 4,70         |
| <b>Taux global annuel<br/>(Propriétaires occupants)</b> | <b>48,81</b> | <b>57,47</b> | <b>53,87</b> | <b>50,37</b> | <b>46,57</b> |

| <b>BASES TAXABLES (en €)</b>            | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      |
|-----------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Base Nette Taxe Habitation</b>       | 0         | 0         | 132 000   | 148 900   | 161 100   |
| <b>Base Nette Taxe Foncier Bâti</b>     | 2 892 000 | 3 066 000 | 3 327 000 | 3 495 000 | 3 605 000 |
| <b>Base Nette Taxe Foncier non-bâti</b> | 37 420    | 38 700    | 40 500    | 41 400    | 42 300    |

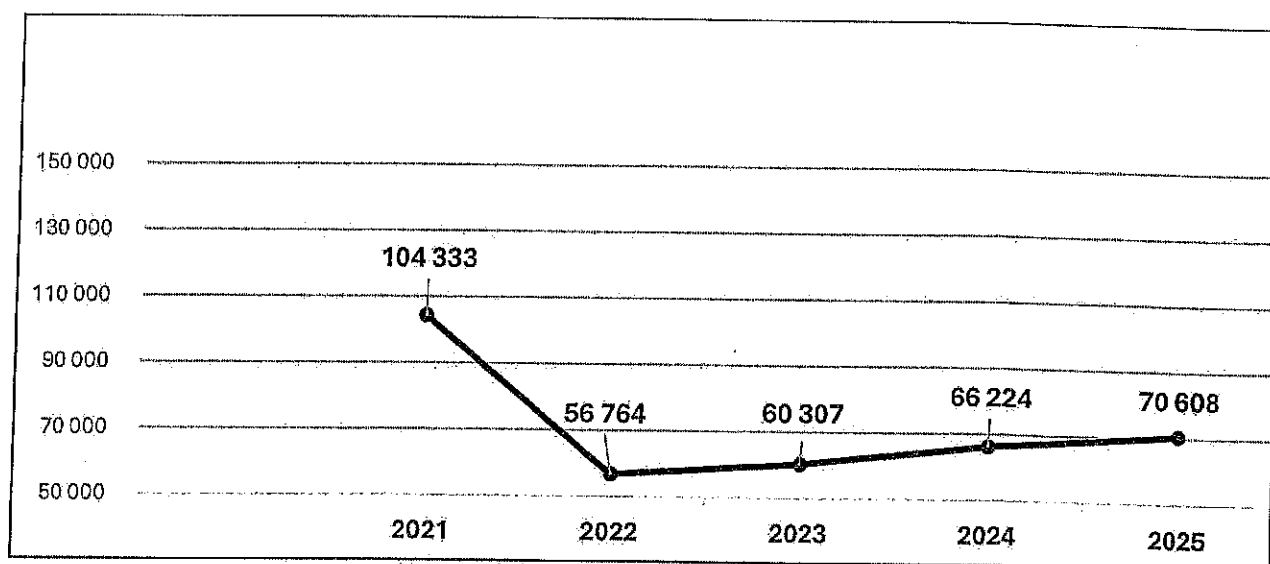
## XI – LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

| Dotation globale de fonctionnement<br>- DGF | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    |
|---------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Montant en Euros                            | 400 404 | 377 272 | 384 026 | 382 949 | 364 451 |

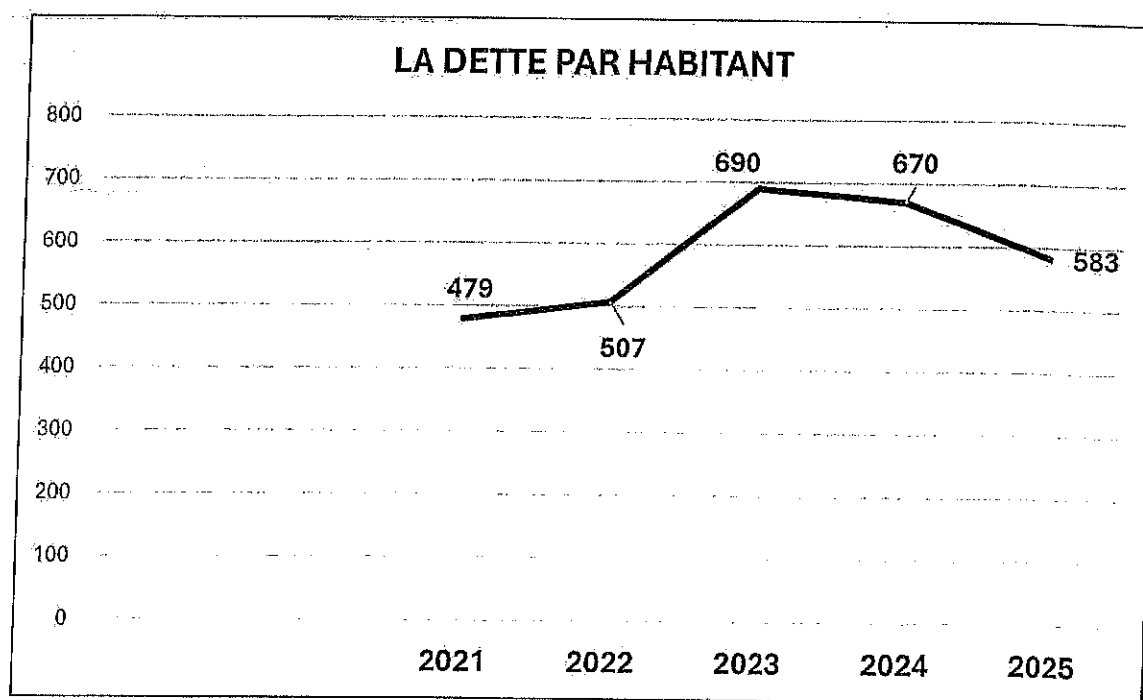


## XII – LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE

| Dotation de solidarité - DSR | 2021    | 2022   | 2023   | 2024   | 2025   |
|------------------------------|---------|--------|--------|--------|--------|
| Montant en Euros             | 104 333 | 56 764 | 60 307 | 66 224 | 70 608 |



## XIII – LA DETTE PAR HABITANT



A comparer avec dette per capita : Val d'Europe Agglomération : 1411 €, Département : 375 €  
Etat : 50 000 €